



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 2920

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Jean Proriol, pour le groupe DL.

M. Jean Proriol. Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Dans la bataille pour la sécurité quotidienne, le Gouvernement vient une fois de plus de perdre la partie.

Un député du groupe socialiste. Ce n'est pas un jeu !

M. Jean Proriol. L'autosatisfaction répétée chaque semaine à cette tribune par M. le ministre de l'intérieur n'est plus crédible. (« Bien sûr ! » sur les bancs du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Les chiffres sont tombés en avalanche et ils sont implacables. Le nombre des crimes et des délits a augmenté de 5,72 % l'an dernier, soit la plus forte hausse depuis dix ans. Pour le premier trimestre de 2001, c'est encore pire, puisque cette hausse atteindrait en moyenne 8 % en zone de police et 19 % en zone de gendarmerie.

M. Lucien Degauchy. C'est pire qu'à Chicago !

M. Jean Proriol. Personne ne sera dupe, monsieur le ministre de l'intérieur, de vos dénégations. De même, ne sera pas crédible la création, à un an des élections, d'un néo-observatoire pour casser le thermomètre, alors que vous êtes au pouvoir depuis quatre ans ! (Protestations sur les bancs du groupe socialiste.) Et encore si cet observatoire était indépendant... Mais nenni !

Le devoir d'inventaire s'impose donc au Gouvernement.

La sécurité est la première préoccupation des Français, parce que c'est leur première liberté !

M. Guy Teissier. C'est vrai !

Plusieurs députés du groupe socialiste. Et vous, qu'avez-vous fait ?

M. Christian Bataille. Rien ! Ils n'ont rien fait quand ils étaient au pouvoir !

M. Jean Proriol. L'insécurité et la délinquance des villes et des banlieues ont gagné les campagnes et tout le pays: commerçants et banquiers rançonnés, collégiens et lycéens rackettés, personnes âgées dépouillées, voitures volées et incendiées au fond des bois et des quartiers (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste),...

M. Didier Boulaud. Démago !

M. Jean Proriol. ... policiers, gendarmes et sapeurs-pompiers courageux agressés, désemparés et parfois désabusés. (Applaudissements sur les bancs du groupe Démocratie libérale et Indépendants, du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

Les délinquants à peine arrêtés sont le plus souvent aussitôt relâchés grâce à votre de la loi sur la présomption d'innocence.

Vous êtes au pouvoir depuis quatre ans. Les Français vous demandent des comptes.

M. le président. Monsieur Proriol, il faut que votre question ait une fin, comme l'Apocalypse.

M. Thierry Mariani. C'est Apocalypse Now !

M. Jean Proriol. Ma question est très courte, monsieur le président: le Gouvernement a-t-il peur de gouverner lorsqu'il s'agit de sécurité ? (Applaudissements sur les bancs du groupe Démocratie libérale et Indépendants et du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, chacun aura pu apprécier la mesure de la question de M. Proriol.

Je me souviens que lorsque vous étiez aux responsabilités (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants)...

M. Guy Teissier. Il y a quatre ans, ça suffit !

M. le ministre de l'intérieur. ... et que, moi, j'étais député de l'opposition, je ne faisais jamais preuve de la même démagogie que vous sur ces questions. (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants).

Nous voulons régler les problèmes qui se posent, car l'insécurité - vous avez raison de le dire, monsieur le député - met à mal la liberté de chacun (Exclamations sur les mêmes bancs) et est, de surcroît, une injustice sociale qui frappe d'abord les plus démunis de notre société.

C'est pour cette raison que ce gouvernement et cette majorité ont une doctrine de lutte contre l'insécurité, tandis que vous, vous vous cantonnez manifestement dans le questionnement et dans l'exploitation de ces drames que provoquent les actes de délinquance et l'insécurité.

Nous, nous apportons des réponses...

M. Maurice Leroy. Lesquelles ?

M. le ministre de l'intérieur. ... par l'action de la justice et celle de la police, ainsi que par la mobilisation de la société.

Et puisque vous avez fait allusion à la suggestion qui a été faite de se doter le moment venu d'un observatoire de la délinquance et de la criminalité et de la mesure du sentiment d'insécurité, je vous signale qu'elle ne date pas d'hier et qu'elle n'a pas été inventé à la Villette.

M. Thierry Mariani. Encore un colloque !

M. le ministre de l'intérieur. Il sera fort utile d'avoir un observatoire incontesté, mais il n'a jamais été dans notre idée de l'installer avant les échéances électorales de 2002.

Sans attendre, nous avons décidé de nommer deux parlementaires en mission (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance, et du groupe Démocratie libérale et Indépendants), un appartenant à l'opposition, l'autre à la majorité, pour voir de quelle manière il serait possible, après 2002, de mettre en place un observatoire destiné à mesurer l'ampleur de la délinquance et de la criminalité afin de mieux lutter contre ces phénomènes.

Monsieur le député, mesdames et messieurs les députés de l'opposition, soyez un peu plus responsables ! (Exclamations sur les mêmes bancs. - M. Lucien Degauchy fait claquer son pupitre.) Traitez ces questions de manière responsable, c'est le meilleur service que vous pourrez rendre à nos concitoyens, qui méritent mieux que l'exploitation politicienne et électorale que vous faites de l'insécurité ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Huées sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. le président. Monsieur Degauchy, peut-être pourriez-vous demander aux huissiers qu'ils installent une petite bande de caoutchouc sous votre pupitre afin qu'il fasse moins de bruit lorsque vous l'ouvrez...

M. Jean Ueberschlag. C'est du harcèlement de votre part, monsieur le président, et vous savez que c'est condamnable !

Données clés

Auteur : [M. Jean Proriol](#)

Circonscription : Haute-Loire (2^e circonscription) - Démocratie libérale et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2920

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : intérieur

Ministère attributaire : intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 juin 2001, page 4864

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 27 juin 2001